



Prise de position de l'OFS

Article de L'Hebdo du 17.10.2012 Par Kevin Gertsch

Les lacunes du recensement irritent

Neuchâtel, 18.10.2012 (OFS) – Monsieur Kevin Gertsch, journaliste pour le magazine L'Hebdo, a réalisé un article sur le nouveau recensement fédéral de la population et ses implications concrètes sur le travail des scientifiques travaillant au travers de méthodes quantitatives.

A son avis, un nombre considérable de données statistiques, à l'intérêt non seulement scientifique mais également politique, ne seront plus jamais disponibles, au grand dam de nombreux scientifiques. Selon le journaliste, les chercheurs interrogés, consternés, émettent en effet de nombreuses critiques quant au recensement fédéral de la population mis en place en 2010, parmi lesquelles:

- L'impossibilité d'effectuer des comparaisons dans le temps (par rapport aux précédents recensements)
- L'impossibilité de travailler sur des territoires restreints (à l'échelle des communes, des quartiers)
- L'impossibilité d'étudier des petites populations (par le biais de croisements de variables)
- L'utilisation des registres implique de travailler sur des informations non-dynamiques (alors que de nombreux caractères comme le lieu de travail ou la profession exercée évoluent au fil du temps)

Voici les réponses que l'OFS a livré suite à la demande de M. Gertsch (réponses écrites ci-dessous):

Introduction

Permettez-moi tout d'abord de vous expliquer très brièvement les éléments clés du nouveau recensement. Le recensement de la population était jusqu'à l'an 2000 réalisé seulement tous les dix ans sous la forme d'une enquête exhaustive. Autrement dit, toute la population était interrogée à cette occasion. L'année 2010 a été marquée par un changement fondamental: le recensement de la population est dorénavant réalisé et exploité à un rythme annuel sous la forme d'un relevé des registres complété par des enquêtes structurelles et thématiques. Avec ce nouveau système nous disposons donc d'informations beaucoup plus actuelles et thématiquement beaucoup plus riches.

Ce système répond aux besoins de notre époque marquée par l'accélération des changements économiques et sociaux. L'actualité des informations, la large palette thématique ainsi que la réduction de la charge de travail des communes, des cantons et de la population étaient les arguments les plus importants de la révision totale de la loi sur le recensement. Avec cette loi, le Conseil fédéral et le Parlement nous ont donné un mandat très clair.

- *L'impossibilité d'effectuer des comparaisons dans le temps (par rapport aux précédents recensements)*

Les informations fournies par le nouveau recensement doivent rester comparables avec les résultats des recensements antérieurs. Ceci est parfaitement le cas:

Les données tirées des registres avec les indications concernant la structure de la population (par ex. âge, sexe, état civil, nationalité) et concernant les ménages, les bâtiments et les logements sont largement comparables.

Le relevé structurel qui fait partie du nouveau système de recensement est une enquête annuelle par échantillonnage auprès de 200'000 personnes (3% de la population résidente âgée de 15 ans et plus). Comme les anciens recensements décennaux il livre des informations sur les thèmes suivants: population, ménages, familles, logement, formation, travail, professions, mobilité, langue et religion. Le contenu du questionnaire est tout à fait comparable avec ceux des recensements précédents. En plus il est coordonné au niveau international par rapport aux recommandations de l'ONU et d'Eurostat.

- *L'impossibilité de travailler sur des territoires restreints (à l'échelle des communes, des quartiers)*

Le relevé des registres donne des informations de base sur l'ensemble de la population jusqu'au niveau des quartiers et aux coordonnées métriques. Il fournit des résultats sur l'effectif et la structure de la population et des ménages, des bâtiments d'habitation et des logements. Ces résultats sont disponibles chaque année à fin août (statistiques démographiques, statistiques des bâtiments et des logements) et au début de l'année qui suit l'enquête (statistiques des ménages, conditions d'habitation).

Il est vrai que par rapport aux recensements précédents, une partie des informations ne sont plus disponibles au niveau des communes et des quartiers: les données collectées dans le cadre du relevé structurel permettent pour une année de livrer des résultats pour la Suisse, les grandes régions, les cantons et communes d'au moins 15'000 habitants. Mais il est prévu de cumuler les résultats sur 3 à 5 ans. Cela permettra d'exploiter les données à un niveau d'agrégation géographique plus détaillé (après 5 ans pour des communes d'au moins 3000 habitants). En plus, les cantons et villes peuvent densifier leur échantillon pour obtenir des résultats géographiquement plus fins. Jusqu'alors chaque année 12 cantons et villes ont profité de cette occasion.

- *L'impossibilité d'étudier des petites populations (par le biais de croisements de variables)*

Le nouveau système permet selon les sources utilisées (registres ou relevés structurels) d'étudier des petites populations comme par exemple les nationalités fines, états civils, groupes d'âges, personnes actives, personnes sans emploi, groupes linguistiques, familles monoparentales, populations issus de la migration.

Au relevé des registres et au relevé structurel s'ajoutent des enquêtes thématiques sur cinq thèmes traités en alternance à raison d'un thème par an: « Mobilité et transports », « Formation de base et formation continue », « Santé », « Familles et générations », « Langue, religion et culture ». Elles permettent elles-aussi, bien sûr dans les limites dues à un échantillon, de différencier des catégories de sous-populations.

- *L'utilisation des registres impliquent de travailler sur des informations non-dynamiques (alors que de nombreux caractères comme le lieu de travail ou la profession exercée évoluent au fil du temps)*

Tout au contraire: Le relevé des registres fournit des résultats principaux chaque année mais nous produisons aussi des résultats provisoires pour chaque trimestre durant l'année. Et avec le relevé structurel, grâce à son rythme annuel, et la nouvelle ESPA trimestrielle, nous sommes capables de mesurer tous les ans les évolutions socio-économiques, ce qui était impossible avec le rythme décennal des anciens recensements.